Année XXXI - N° 821 - Premier Mai 1931

GENEVE

LE RÉVEIL ANARCHISTE

REDACTION ET ADMINISTRATION : Rue des Savoises, 6 GENEVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS

Le numéro : 15 centimes

SUISSE ET UNION POSTALE
Abonnement : Une année, fr. 5.—
Six mois, fr. 2.50

COMPTE DE CHEQUES POSTAUX
Le Réveil, N° I. 4662. Genève

Théâtre de la Maison communale de Plainpalais

Vendredi 1er Mai, à 8 h. 30 du soir

Soirée du Réveil

avec le bienveillant concours du

Groupe d'Art prolétarien

dans son répertoire

et de la tragédienne montmartroise

Aimée Morin

dans son répertoire d'avant-garde

—

Par et pour la Liberté

causerie par **L. BERTONI**

Entrée: Fr. 1.15
(Droit des Pauvres compris)

LES ANARCHISTES aux Travailleurs

—o—

Camarades,

La crise mondiale continue à sévir avec ses douloureuses conséquences de misère, de démoralisation et d'oppression pour les masses, cependant que la classe dominante s'avoue impuissante à nous garantir le travail, la paix et la sécurité du lendemain. Tous les pouvoirs dénoncent ainsi leur faillite définitive, leur incapacité à jouer le rôle dont ils se réclament.

Il est grand temps pour tous les travailleurs déshérités de songer à donner une solution à une situation intenable, au lieu de se contenter d'une absurde stabilisation du chômage aussi révoltante et dangereuse que celle de la *paix armée*. Nul doute que le travail humain peut plus qu'à aucune autre époque, assurer à tous une vie aisée, dont les travailleurs eux-mêmes doivent jouir les premiers.

La revendication des huit heures s'avère aujourd'hui inopérante. Huit heures de travail pour un patron sont huit heures de trop, avaient dit les anarchistes, la production demeurant toujours objet de monopole, de spéculation, de coups de bourse, de spoliation. Seule une économie organisée par l'ensemble des producteurs, à tous les degrés, tout parasitisme privé ou d'Etat ayant disparu, garantira enfin une existence vraiment humaine à tous.

D'aucuns nous proposent comme solution soi-disant révolutionnaire de substituer un patronat étatiste au patronat capitaliste, mais cela ne ferait qu'aggraver la servitude des masses.

Plus de monopole, mais expropriation des richesses, tout devant être à tous,

Plus d'exploitation du travail par quelques privilégiés, mais production au profit de la communauté entière,

Plus de pouvoir d'Etat, mais élimination de tout pouvoir politique,

voilà les buts que nous assignons à la prochaine révolution pour en finir avec un régime d'usurpation, de tyrannie et de guerre !

Paix, bien-être et liberté se réaliseront avec l'émancipation intégrale des travailleurs !

Groupe du Réveil anarchiste.

Boycottons La Suisse journal fasciste

Répétitions autoritaires

Des rares nouvelles qui par hasard me parviennent, je remarque que certains camarades soutiennent à nouveau que pour faire triompher l'anarchie, il faudra, quand la révolution éclatera, obliger les gens à faire comme nous le voulons, jusqu'au moment où ils seront convaincus que nous avions raison et feront spontanément ce qu'au début nous les forcions à faire. En un mot, nous remplirions le rôle de gouvernement.

Bien entendu le gouvernement que ces singuliers anarchistes voudraient constituer ne serait que bénin et provisoire, gouvernant le moins possible et de très courte durée; mais même réduit au strict minimum, ce serait toujours un gouvernement, c'est-à-dire un groupement d'hommes qui s'attribuent la faculté d'imposer au peuple leurs propres idées... et leurs propres intérêts.

Cela afin d'*être pratiques*, de *se mouvoir dans la réalité*, etc. Il me semble entendre les discours que tenaient les partisans de la guerre, quand ils prêchaient *la guerre pour détruire la guerre !*

Ce n'est pas nouveau. Pendant tout le cours de notre mouvement, il y a eu des individus qui, tout en se disant anarchistes et même plus anarchistes que les autres, ont exprimé des conceptions et des propos ultra-autoritaires: suppression pour nos adversaires des libertés élémentaires de parole, de presse ,de réunion, etc.; travail forcé sous les ordres de contremaîtres anarchistes; enfants arrachés aux familles pour les élever anarchiquement; police rouge, armée rouge, terreur rouge. Et si évidente que soit la contradiction entre l'idée de liberté, qui est l'âme de l'anarchisme, et l'idée de contrainte, néanmoins à bien y réfléchir, il n'y a pas de quoi trop s'étonner. Nés et grandis dans une société où chacun est obligé de commander ou de se voir commandé, sous l'influence d'une tradition millénaire d'oppression et de servitude, et n'ayant d'autre moyen pour nous émanciper que le recours à la violence pour abattre la violence qui nous opprime, il est difficile de penser et sentir en anarchiste, il est difficile surtout de concevoir et respecter la limite qui sépare la violence, juste et nécessaire à la défense de nos propres droits, de la violence en violation des droits d'autrui. C'est ainsi qu'il y a toujours ceux qui versent dans l'autoritarisme et pour arriver à l'anarchie veulent agir à la façon des gouvernements, veulent en somme être gouvernement.

Naturellement les intentions sont toujours bonnes: nous sommes bien anarchistes, disent-ils, mais les masses sont tellement arriérées qu'il faut les pousser en avant par force. Cela ressemble à vouloir apprendre à quelqu'un à marcher, en lui attachant les jambes!

Je ne veux pas m'étendre ici sur cette erreur de vouloir éduquer les gens à la liberté, à l'initiative et à la confiance en soi-même au moyen de la contrainte. Je n'insisterai pas davantage sur le fait qu'étant au gouvernement on veuille y rester, surtout avec le sincère propos de faire le bien, et partant on songe avant tout à constituer un parti ou une classe de co-intéressés et une force armée fidèle et disciplinée pour tenir en respect les récalcitrants: toutes choses qui se produiraient avec des gouvernants « anarchistes » comme avec les autres, soit parce qu'elles sont une nécessité de la situation, soit parce que nous anarchistes ne valons pas beaucoup mieux que le commun des mortels. Cela m'amènerait à répéter toutes les raisons que l'anarchisme oppose à l'autoritarisme, raisons que les camarades en question, qui ne sont pas, à ce qu'on me dit, des novices, doivent connaître aussi bien que moi.

Je veux seulement faire remarquer que, comme il arrive très souvent, ceux qui se vantent le plus d'être pratiques et de ne pas s'égarer dans les rêves, sont pour finir ceux qui rêvent le plus de choses impossibles.

En effet, il est clair que pour s'emparer du gouvernement et ne pas s'exposer à un fiasco certain, qui nous discréditerait et nous interdirait pour longtemps toute action utile, il faudrait disposer d'une force numérique et d'une capacité technique suffisantes. Probablement, n'aurons-nous pas au début de la prochaine révolution, cette force et cette capacité; mais, en supposant de les avoir, quel besoin aurions-nous alors de nous ériger en gouvernement et de nous mettre sur une voie qui nécessairement nous conduirait vers un but opposé à celui que nous voudrions atteindre? Si nous étions pareillement forts, nous pourrions aisément mettre les gens sur la bonne voie par la propagande et par l'exemple, et développer et défendre la révolution avec une méthode parfaitement anarchiste, c'est-à-dire avec le concours volontaire et enthousiaste de la masse intéressée à son triomphe.

Ceci soit dit pour ceux qui entendraient s'emparer du gouvernement comme anarchistes pour faire l'anarchie, ou du moins acheminer la révolution vers l'anarchie. Au cas où l'on voudrait aller au gouvernement avec les partis autoritaires, qui viseraient avant tout à supprimer l'initiative populaire et à assurer le développement et la permanence des institutions gouvernementales, il s'agirait alors d'un cas de défection pure et simple, et garder le nom d'anarchistes ne serait que mensonge et tromperie. Avec ce résultat, qu'après avoir mis nos forces au service de nouveaux dominateurs et les avoir aidés à se raffermir au gouvernement, aussitôt que l'on n'aurait plus besoin de nous ,nous serions ignominieusement chassés pour demeurer impuissants et déshonorés.

Tandis que, même minorité comme nous le sommes, en restant au milieu des masses pour les pousser à abattre l'autorité politique et le privilège économique et à organiser d'elles-mêmes la nouvelle vie sociale, dont nous aurions à donner l'exemple, en grand ou en petit selon les forces que nous pourirons recueillir dans les différentes localités et dans les différentes corporations ouvrières, — sans prendre des responsabilités auxquelles nous ne saurions faire face, nous serons à même de donner à la révolution un caractère de profonde rénovation et de préparer la voie au triomphe intégral de l'anarchie.

Nous ne réussirons peut-être pas à empêcher la constitution d'un nouveau gouvernement, mais nous pourrons empêcher qu'il devienne fort et tyrannique et l'obliger à respecter, pour nous et pour ceux qui se joindraient à nous, la plus grande liberté possible et le droit à l'usage gratuit des moyens nécessaires à la production.

En tout cas, même vaincus, nous donnerons un exemple fécond de résultats concrets dans un prochain avenir.

Errico MALATESTA.

LES SAUVEURS — I. Eglise et raison de salut.

Brûler les vivants pour sauver les morts des flammes éternelles.

Théâtre de la Salle Communale de Plainpalais

Jeudi 30 Avril à 20 h. 30

Soirée du Théâtre Prolétarien

Au programme: Deux codméies d'avant-garde. Poèmes. Intermère de danses russes, etc.

Prix d'entrée: 60 centimes.

ESQUISSE ANARCHISTE

—o—

La raison de l'anarchie.

Notre ennemi c'est notre maître! Jamais plus grande vérité n'avait été dite sous forme plus lapidaire. Si notre humanité n'a jamais eu à se louer de tous les pouvoirs endurés jusqu'à ce jour, la conclusion qui s'impose est l'élimination de tout pouvoir et non la recherche d'un nouveau. De là l'idée anarchique: plus d'Etat, plus de gouvernement, plus de domination de l'homme sur l'homme. Nous savons fort bien que la vie sociale est inconcevable sans une foule de coopérations et aussi de dépendances réciproques, mais cela est justement le contraire de la division nette entre gouvernants et gouvernés. *Le pouvoir, tout le pouvoir* pour les uns signifie à n'en pas douter la servitude, toute la servitude pour les autres. C'est donc la rupture de tout équilibre entre forces et valeurs sociales, aboutissant au désordre le plus nettement caractérisé. D'une part, gaspillage de ces mêmes forces et valeurs dans de perpétuelles luttes en vue de conquérir ou maintenir une domination particulière; d'autre part, démoralisation inévitable aussi bien des opprimés que des oppresseurs, des vaincus que des vainqueurs. Ainsi tout mouvement d'émancipation intégrale et universelle ne peut se proposer comme but que l'anarchie.

L'expropriation.

Hâtons-nous, afin d'éviter le reproche de nous plaire à des abstractions théoriques, de constater que le pouvoir politique n'est avant tout que le moyen employé pour usurper, monopliser et exploiter les richesses économiques. Mais cette exploitation, qui est celle du travail des déshérités, ne saurait cesser aussi longtemps que la masse travailleuse doit demander à une classe patronale ses moyens d'existence Celui dont dépend notre possibilité de manger est vraiment maître de notre vie. Pour que chacun de nous le soit de la sienne, comme il doit l'être ,il faut que tout monopole vienne à cesser pour faire place à un régime où la capacité de vivre des travailleurs dépende non plus de leur sujétion à des privilégiés, mais de leurs entente et coopération entre libres et égaux

Or, il est évident que cela ne saurait être réalisé sans une large expropriation des grands expropriateurs d'aujourd'hui de nos richesses, lesquelles dans une forte partie, de *privées* doivent devenir *sociales*. Toute propriété personnelle, d'ailleurs, ne sera pas ainsi supprimée, car *le communisme n'enlève à personne le pouvoir de s'approprier sa part de produits sociaux; il n'ôte que le pouvoir d'assujettir, à l'aide de cette appropriation, le travail d'autrui.*

Ainsi la transformation économique que nous envisageons doit débuter par une vaste expropriation de possédants exploiteurs.

La révolution.

Mais cela ne saurait s'accomplir sans une révolution. Il est souvent question d'un ensemble de réformes, soit par l'Etat, soit par l'initiative privée aussi. Nous n'affirmerons certes pas que nul progrès n'est ainsi possible; mais, en somme, il est fort limité. De même qu'avec la société féodale tout avait une tendance manifeste à devenir fieffé, avec la société capitaliste tout donne lieu à une capitalisation, si bien que les nouvelles gestions viennent s'engrener, pour ainsi dire, dans les anciennes, et au lieu de contredire le régime existant, elles l'ont souvent renforcé. Un régime ne peut que se reproduire indéfiniment jusqu'au jour où une force révolutionnaire intervient pour briser son évolution et ouvrir la voie à une évolution nouvelle. Une classe nantie ne se laisse jamais déposséder et désavouer sans opposer une résistance armée; il est même douteux qu'elle consente à se laisser affaiblir successivement dans ses positions privilégiées; elle n'acceptera donc que les réformes respectant les droits acquis et les intérêts établis, autrement dit laissant subsister les iniquités qu'il s'agit par contre de supprimer.

Rien n'est donc plus dangereux que de laisser croire à la possibilité d'une transformation pacifique. Sans la destruction violente des institutions du passé, celles-ci peuvent s'adapter à de nouvelles nécessités, mais nullement changer de nature et de rôle.

Hélas! même après une révolution, il peut arriver d'avoir à répéter: Plus ça change, plus c'est la même chose. Sans révolution, la chose est certaine. Et c'est précisément pourquoi nous visons à une révolution.

Les rapports sociaux.

Nul n'osera affirmer que les rapports sociaux existants sont équitables, mais comment les rendre tels sans supprimer la cause qui les fausse aujourd'hui? Or, cette cause est l'inégale répartition des richesses par suite de leur accaparement par une classe dominante.

La réforme des rapports sociaux et partant des mœurs ne saurait résulter que d'une expropriation et non simplement d'un allègement des charges des déshérités.

En effet, les rapports entre propriétaires et locataires, patrons et ouvriers, agrariens, fermiers et paysans, etc., ne changent sensiblement ni par la réduction des loyers, ni par l'augmentation des salaires, ni par des mesures légales quelles qu'elles soient. La maison, la ferme, la fabrique, le chantier, etc., cessant d'être propriété privée pour devenir possession commune, le changement paraît alors radical. Il n'y a plus, en effet, rapports d'inférieurs à supérieurs, de pauvres à riches, de débiteurs à créanciers, etc., mais rapports de co-intéressés, d'associés, d'égaux. Certes, il restera toujours, surtout au début, de notables différences entre homme et homme, mais elles iront par la suite en s'atténuant, sans jamais disparaître, ce qui ne contredit d'ailleurs pas notre idée, qui n'est pas celle d'aboutir à une utopique égalité, mais de réaliser une équivalence de moyens et de conditions pour tous, cherchant aussi à diminuer au lieu d'accroître les inévitables infériorités naturelles.

Réforme morale.

Il nous a été souvent opposé qu'avant toute autre réforme, il reste à réaliser celle morale. Nous admettons volontiers qu'il y a un effort de moralisation à accomplir parmi les masses, mais les facteurs qui pourraient le mieux y contribuer sont la disparition de la misère, du chômage, de l'ignorance, des superstitions, de l'assujettissement, du militarisme, etc., toutes choses qui ne sauraient résulter que d'une profonde transformation sociale et non des sermons de quelques moralistes, le plus souvent en contradiction dans la vie pratique avec leur enseignement.

Nous, anarchistes, qui les premiers avons insisté sur le fait que, victimes au jour le jour de la violence la plus brutale, nous ne saurions la vaincre que par une force adéquate à même de briser nos chaînes et de faire reculer ceux qui nous les avaient rivées, nous n'ignorons point que la victoire de la force devra être suivie d'une autre victoire, plus difficile à réaliser: celle de la bonne volonté. En effet, tout est promis, non seulement la paix, mais aussi le bien-être et la liberté, c'est-à-dire l'émancipation intégrale aux hommes de bonne volonté. On peut presque affirmer qu'il n'y a pas de problème insoluble pour la bonne volonté, tandis que celle-ci venant à manquer dans une trop large mesure, c'est en vain qu'on chercherait à la remplacer encore et toujours par la répression sanglante.

Ajoutons aussi que le fait de la fausse et trompeuse morale bourgeoise ne nous a pas amenés à nier toute morale, dont les principes essentiels n'ont d'ailleurs pas tant varié au cours des siècles que d'aucuns l'affirment.

Façons d'être et d'agir.

Notre examen sommaire politique, économique, moral et social aboutit toujours à la nécessité d'une révolution, et alors la question se pose comment envisager, préparer et amener cette révolution.

La réponse n'est pas aisée, et en somme les masses elles-mêmes seules pourront la formuler. Mais nous entendons exercer précisément sur ces masses une influence, dont nous avons à préciser le sens, la direction et la portée.

Nous envisageons la fin de toute forme d'autorité et d'exploitation. Il faut donc enseigner aux individus à se diriger et à faire leurs affaires eux-mêmes. Dans les syndicats particulièrement, nous avons à préconiser une action et une gestion directes. Toute coordination d'efforts n'est possible sans une certaine discipline, qui ne doit pas résulter de l'obéissance à des ordres supérieurs, mais du respect scrupuleux d'engagements volontairement pris. Une habitude essentiele à prendre est d'étudier soi-même les situations et se demander l'action qu'elles imposent, puis la conseiller, la discuter et la réaliser sur place d'abord. Les mouvements de grande envergure ne deviennent possibles et féconds en résultats qu'à la suite d'une foule d'agitations locales. Bien se garder surtout de reconnaître un grand état-major, auquel obéir aveuglément. L'individu conscient est par définition l'individu qui se laisse le moins mener et qui sait le mieux avoir une activité libre et solidaire à la fois. Nous devons faire fonction d'entraîneurs, et demander à ceux qui nous suivent non pas la soumission, mais simplement l'entr'aide.

Ce sont là des façons d'être et d'agir à appliquer surtout dans le mouvement ouvrier, d'une importance pratique considérable, mais il est d'autres formes de propagande et d'action révolutionnaires.

Volonté et activité.

Etrangers à tout groupement politique se proposant la conquête et nécessairement l'exploitation de l'Etat, en lequel nous avons à montrer l'organisation de la violence indispensable au maintien de l'assujettissement économique des travailleurs, nous devons par contre chercher à pénétrer dans toute association se proposant des buts de coopération, d'éducation, de culture, de défense, etc. Le splendide isolement peut convenir à des trempes de héros, qui sont à vrai dire plutôt rares; mais en tout cas, comme nous avons à gagner à nos idées le plus de sympathies, adhésions et collaborations possibles, sans quoi leur triomphe est inconcevable, il nous faut être un peu partout, non pour y dominer, mais pour y apporter notre esprit et notre façon de poser et envisager les problèmes les plus variés. Bien entendu, chacun de nous aura à s'occuper surtout de ce qu'il connaît particulièrement; mais sachons bien que l'on n'évitera les dirigeants, les fonctionnaires, les permanents les comités tout puissants qu'en déployant une activité personnelle et tenace.

La malheureuse tendance à se décharger sur autrui de toute besogne s'explique mais ne se justifie pas par le dur travail auquel nous sommes déjà astreints pour gagner notre pain. Au travail pour un patron, il est indispensable d'ajouter celui pour notre émancipation, si nous voulons que celle-ci devienne enfin une réalité. N'oublions pas que nous nous montrons anarchistes, précisément dans la mesure où par une action voulue nous témoignons de l'inutilité d'une action imposée.

La révolution présuppose quelques idées nettes sur ses moyens et son but et aussi une certaine perspicacité à reconnaître ce qui peut la hâter ou la retarder.

Notre but.

Le but est la transformation d'une économie capitaliste et étatiste en économie sociétaire, grâce à la coopération sur un pied d'équivalence de savants, techniciens, administrateurs, spécialistes, ouvriers et manœuvres. La différence entre ces catégories ira en s'atténuant avec le développement d'un régime visant non plus à assurer l'exploitation d'une minorité de privilégiés, mais à satisfaire aussi largement que possible les besoins de tous.

Nous nous insurgeons avant tout contre l'idée d'une révolution au moyen d'un Etat-parti, devenu le maître absolu de tous les hommes et de toutes les choses. Cet Etat ne pourrait aboutir qu'à la formation d'une *nouvelle classe dominante;* dominante sur qui et sur quoi sinon, comme ce fut toujours le cas, sur les masses, cette fois-ci à la merci d'une dictature disposant, encore plus qu'en régime bourgeois, de tous les moyens de vie? Ou nous concevons une foule d'associations de producteurs, fédérées entre elles, établissant sur des bases nouvelles le réseau le plus étendu de rapports, d'échanges, de prestations, avec liberté de passer d'une association à une autre, d'avoir une activité individuelle conjointement à celle collective, de faire des expériences personnelles, de prendre des initiatives particulières, etc. — ou forcément nous aurons un régime sinon de prison, de couvent ou de caserne avec défense de penser différemment que le prieur, ou de faire chose que le général n'a pas ordonnée.

Ou les moyens d'atteindre un but sont en harmonie avec ce but ou ils le contredisent; dans ce dernier cas, même si l'on vainct une ancienne tyrannie, une nouvelle viendra la remplacer. Un succès obtenu en refaisant la vieille organisation liberticide n'est qu'un succès pour quelques individus; la masse, elle, après comme avant, se trouve sacrifiée.

La défense armée.

D'aucuns pensent nous embarrasser en insistant surtout sur le côté *militariste* de la révolution. Du fait que cette dernière, à un moment donné, aura besoin d'être soutenue les armes à la main, ils concluent pour nous tous à une organisation semblable à celle d'une armée dont ils se disent déjà les seuls chefs légitimes Or, le plus grand danger est précisément celui d'être à la merci des professionnels du massacre.

Tout d'abord, précisons bien qu'il serait absurde de faire la révolution contre la volonté de la masse. Ou celle-ci est avec nous activement ou du moins passivement, se maintenant neutre, et alors la révolution peut éclater — ou l'armée demeure entièrement fidèle à l'ancien régime et la foule nous est hostile et alors l'insurrection éventuelle ne tardera pas à être écrasée.

En réalité, toute grande révolte populaire ne se heurte pas à une résistance décidée au début; mais celle-ci ne tardera pas à se manifester si les révolutionnaires se montrent hésitants et incapables de prendre les mesures de sécurité, les gages, les accords, les dispositions propres à réduire l'ennemi à l'impuissance, en le désarmant et en l'expropriant. Sans armes et sans richesses, il demeurera vaincu.

Les difficultés à vaincre ont bien été toujours plus d'ordre économique que militaire. Il faut du pain à la révolution, et celui qui sait lui en procurer est son meilleur défenseur. Rapetisser l'immense œuvre révolutionnaire, qui doit mettre en jeu toutes les capacités et les énergies d'un pays à une besogne gouvernementale, militaire, policière et bureaucratique, c'est trahir et non pas servir la révolution. Lénine a lui aussi défini instruments monarchiques de l'oppression des masses l'armée permanente, la police et la bureaucratie. Une révolution qui persiste à les conserver a échoué en tant que révolution de masses et ne représente plus que le remplacement d'anciens privilégiés par de nouveaux.

Destruction et reconstruction.

La révolution, avons-nous dit, doit ouvrir la voie à une nouvelle évolution. L'ancienne domination abattue, les masses acquiè-

LES SAUVEURS — II. Gouvernement et raison d'Etat.

Déchaîner la guerre pour sauver la vie et les biens des citoyens.

rent la possibilité de réaliser leurs revendications. Mais comment?

Tout n'est certainement pas à détruire dans la société bourgeoise, loin de là. En effet, elle a pourvu beaucoup mieux que tous les régimes précédents aux services publics et aux œuvres d'assistance et d'éducation. Son organisation du ravitaillement est parfois fort perfectionnée aussi. Mais de tout cela les bienfaits sont très inégalement répartis, et partout nous retrouvons la spéculation du petit nombre venant sacrifier l'intérêt général par des manœuvres souvent criminelles.

Or, si nous ne pouvons que vouloir la destruction radicale de tout organisme d'oppression et de répression, tout ce qui contribue déjà à satisfaire nos besoins matériels et intellectuels et à poursuivre dans chaque domaine de nouveaux progrès, ne saurait être détruit, mais réformé et transformé par nous, dans le sens d'y faire disparaître tout privilège ou monopole, toute usurpation ou exploitation. Agir autrement, serait aggraver la crise du moment et anéantir une partie des matériaux avec lesquels nous aurons forcément à reconstruire.

Malgré l'immense destruction de la guerre mondiale, l'héritage sur lequel peut aujourd'hui compter la révolution sociale est autrement grand que celui des révolutions du passé. Nous disposerons surtout d'un outillage et d'un machinisme permettant d'augmenter la production dans des proportions à rendre possible à bref délai l'application du communisme; sans compter les nombreux laboratoires et appareils scientifiques desquels nous pouvons légitimement attendre de nouveaux progrès visant avant tout à ce que la vie des travailleurs ne soit plus tragique. Il y a donc là à réaliser une large reprise sans destruction, avec même un souci jaloux de conservation, cette reprise pouvant le mieux servir à notre but.

Du simple au composé.

Personne n'ose plus tracer dans les détails le plan d'une nouvelle organisation économique. Marx lui-même ne nous a pas dit ce que serait son communisme. Cette réserve s'impose, d'ailleurs, par le fait que nous ne pouvons prévoir toutes les données du problème à résoudre au moment de la révolution. Elles peuvent varier à l'infini et exiger par cela même plusieurs solutions provisoires. C'est déjà l'une des raisons pour laquelle un pouvoir central voulant imposer les mêmes mesures partout est à redouter. Même s'il doit y avoir unification, mieux vaut la faire par étapes successives, lorsqu'elle se fera en somme sur la base des expériences les mieux réussies et en conformité des besoins reconnus de différentes régions. Les admirateurs de l'économie du plan général devraient bien se dire qu'il est toujours à conseiller de procéder du simple au composé. Une réalisation s'appliquant à plusieurs localités les satisfera d'autant mieux, que chacune l'étudiant à son point de vue particulier, l'élaboration générale sera résultée d'une meilleure connaissance de toutes les conditions souhaitables à remplir.

Rappelons que Lénine a bien voulu nous avouer que sa conception économique première s'était révélée erronée parce que, disait-il, faite sans calculs suffisants ou à proprement parler sans calculs du tout! Pour les décisions à prendre, en effet, entrent en jeu une foule de répercussions qu'il est fort difficile de prévoir, les disponibilités et les possibilités du moment, les préjugés et les incompréhensions à vaincre, etc. Certes ce qui est surtout à redouter c'est de piétiner sans rien faire; celui qui ne sait ni vouloir ni exécuter ne saurait s'étonner si d'autres le font à sa place sans attendre qu'il se soit enfin décidé; mais partout où c'est possible, nous devons stimuler l'action directe de tous et de chacun, sans prétendre à tout prix imposer notre forme particulière d'activité.

Mesures immédiates.

Et tout d'abord comment porter un coup décisif à l'ancien régime, quelles sont les mesures immédiates à réaliser à cet effet?

La Banque est pour ainsi dire le cœur de l'organisme bourgeois; s'il cesse de fonctionner toutes ses activités se trouvent aussi suspendues. Il est difficile de dire à l'avance quels services et secours nous pourrons par la suite demander éventuellement à la Banque, mais nous devons immédiatement faire en sorte que nos ennemis ne puissent plus en obtenir aucun. Ainsi viendra à leur manquer une de leurs forces les plus redoutables.

Pour ce qui est des pouvoirs publics, nous n'aurons à nous en occuper qu'en tant qu'organisation de services publics d'utilité générale. En attendant la formation de nouvelles institutions, nous devons tirer de celles existantes le plus d'avantages possibles gratuitement pour tous. C'est à tout le personnel attaché à tel ou tel service que nous aurons à nous en remettre, soit pour la continuation de son fonctionnement régulier, soit pour les transformations à venir.

Le problème du logement, après suspension de tout paiement de loyer, sera résolu par la formation de commissions de rues ou de quartiers qui réquisitionneront tous appartements vides ou inhabités pour évacuer les taudis ou fournir d'un logis plus vaste des locataires trop à l'étroit. Par la suite, il appartiendra aux différentes entreprises du bâtiment de dresser et d'exécuter des plans d'habitations nouvelles.

Dans tout laboratoire, chantier, usine, fabrique, ferme, propriété, etc., le problème se posera parmi tout le personnel y attaché comment poursuivre la production en vue de satisfaire les besoins de tous, sans qu'il ne soit plus question de profits particuliers pour personne et surtout de revenus à servir à des actionnaires. De cette reprise immédiate de toutes les activités économiques dépendra en grande partie le succès de la révolution.

Période d'élaboration.

Que devons-nous faire des petites entreprises personnelles ou familiales? Les supprimer, décrétant que la petite industrie et les artisans ont fait leur temps? Prendrons-nous une même mesure vis-à-vis de tout bureau, étude ou cabinet particulier de personnes exerçant les professions libérales?

Ayons toujours présent à l'esprit que l'organisme nouveau n'est pas encore créé, et que la révolution, surtout à ses débuts, ne doit rien faire qui soit de nature à compromettre la production ou à suspendre le fonctionnement de toute entreprise utile, même strictement individuelle. Ainsi avant d'avoir établi le réseau d'échanges communistes, nous serons amenés peut-être à les faire encore au moyen de l'argent.

Ceux qui préféreront entrer dans de grandes entreprises ou institutions pour y poursuivre leur art, métier ou profession, seront les bienvenus, mais nous devons admettre des activités particulières, en veillant seulement qu'elles ne se livrent à aucune exploitation du travail d'autrui.

Car la mesure capitale, sur laquelle il faudra se montrer intransigeants, est bien celle d'empêcher l'*assujettissement du travail d'autrui*, ainsi que le précisait fort bien le Manifeste communiste. En dehors de cette défense, nous pouvons envisager la plus large liberté économique qui seule peut créer cette émulation que l'on demanderait en vain ,après avoir anéanti toute indépendance personnelle, aux enregimentés d'un communisme de contrainte.

Et que l'on ne nous objecte pas que nous laissons ainsi la liberté d'exploitation. Cette dernière exige de moyens de production et de rémunération que les mesures dont nous avons parlé jusqu'ici ne permettent guère de concevoir encore réunis en possession d'un seul. D'ailleurs, comment admettre que l'individu laissé libre dans son choix voudra d'obstiner à s'offrir à cette exploitation à laquelle il a toute faculté de se soustraire? Passons.

Ouvriers et paysans.

Reste le problème du ravitailement, strictement lié à celui des rapports entre villes et campagnes Les accords à intervenir n'iront certes pas sans quelques difficultés à éliminer graduellement, mais nous savons que la violence seule ne donne que des solutions qu'une violence opposée pourra remettre perpétuellement en jeu. Ne dirait-on pas. « La guerre aura vite fait de résoudre tous ces problèmes que nous avions fini par considérer insolubles. » En réalité, nous les retrouvons plus compliqués et aigus qu'auparavant.

Les paysans, d'une part, connaissent déjà la propriété communale de bois et pâturages, d'autre part, ils sont aussi associés pour l'emploi de machines et certains achats en commun, pour les fruitières, les caves et la vente de leurs produits. Il ne paraît pas impossible de poursuivre, à la faveur de l'enthousiasme révolutionnaire, non sans calculs et expériences probants, ce que nous appelons la socialisation.

Les ouvriers ne sauraient se passer des paysans et si des situations quelque peu différentes ont tout naturellement créé des mentalités différentes aussi, la haine de l'exploitation des *gros* n'est pas moins grande chez les uns que chez les autres. Et c'est précisément en visant à supprimer cette exploitation que le socialisme se réalise.

Comment s'opéreront les échanges de produits agricoles? Quel rôle pourront jouer les coopératives et les syndicats existants, sans oublier certains grands organismes de ravitaillement très perfectionnés du capitalisme même? C'est un ensemble de questions que peuvent déjà se poser tous ceux qui en assurent le fonctionnement. Cela vaudra infiniment mieux que d'attendre le socialisme par des individus qui ne se sont spécialisés que dans la politique. Ote-toi de là que je m'y mette! reste en somme l'idéal d'une certaine lutte de classes qui, pratiquement, s'avère surtout lutte de places.

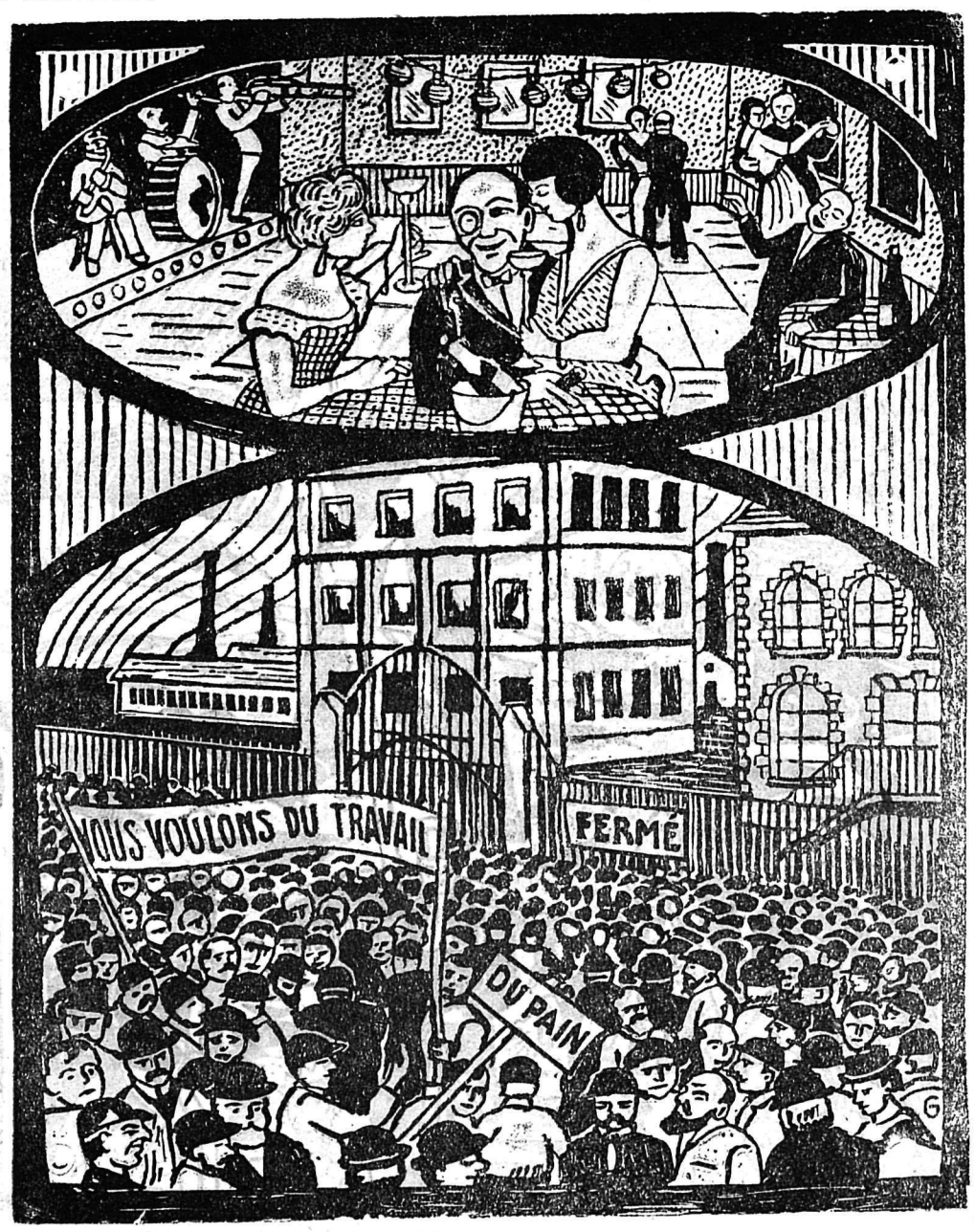
Vers l'anarchie.

Nous n'avons certes pas de la sorte épuisé notre sujet, nous bornant à en tracer les grandes lignes. La révolution peut seule nous fournir la liberté et les moyens de faire. Certes notre heure approche, puisque les classes dominantes se montrent de plus en plus impuissantes à *dominer* la situation de crise économique, de désarroi politique et de malaise universel, ne sachant même plus s'entendre pour l'application de quelques palliatifs à travers une fallacieuse Société des Nations. Mais saurons-nous saisir cette heure? Pour cela il faut évidemment pénétrer les travailleurs de la nécessité d'un changement radical et les pousser aussi à se demander, chacun dans sa sphère, comment il pourrait s'opérer. Etre prêt à se jeter dans la mêlée est fort bien, mais le vrai révolutionnaire est celui qui cherche à se faire une conception générale du monde à venir, des idées à lancer dans la foule, des réalisations auxquelles l'entraîner avec nous.

Le danger le plus grand est représenté par tous les aspirants à la dictature. Il est évident que si vraiment il devait y avoir un pouvoir absolu, les différentes équipes visant à se l'assurer ne peuvent que provoquer des luttes intestines, faire œuvre de division et partant d'affaiblissement des forces révolutionnaires. Quelle autre base pourra jamais avoir une union sincère, sinon l'égal droit pour tous? Quelle aberration que de faire du socialisme une domination particulière de parti, qui n'aurait pas même l'importance numérique et les valeurs scientifiques, techniques, organisatrices et administratives de l'ensemble de classes et sous-classes formant la bourgeoisie!

Il n'y a pas, nous osons l'affirmer, de solution par le pouvoir politique, car celui-ci ne saurait que reproduire les conditions indispensables à son existence: l'oppression et l'exploitation. Il ne reste donc qu'à s'orienter vers l'anarchie.

LES SAUVEURS — III. Capital et raison de monopole.



Amener le chômage et le gaspillage pour des fainéants et des prodigues l'économie.

NOS ILLUSTRATIONS

LES SAUVEURS

—o—

Toute autorité est basée sur la déchéance de l'homme, quelle que puisse être d'ailleurs la démagogie du langage employée par elle. En effet, il n'est guère possible de demander la soumission qu'à celui qui est encore jugé indigne de la liberté et ne saurait se sauver par son propre effort, d'où la nécessité de sauveurs attitrés. Expliquons cela clairement.

La première, l'Eglise affirme que l'homme est mauvais, parce qu'il traîne après lui le péché originel. Il ne peut être sauvé que par la foi dans la divinité, ou mieux dans ses représentants, les prêtres C'est la raison de salut.

Le Gouvernement à son tour prétend que l'homme est enclin à la violence et au crime. D'où la nécessité d'un pouvoir fort, venant protéger sa vie et ses biens. C'est la raison d'Etat.

Enfin, le Capital accuse l'homme de fainéantise et de gaspillage, aussi, dit-il, la richesse ne saurait se trouver à la disposition de tous sans de graves dangers. C'est la raison de monopole.

Les trois formes d'autorité: religieuse, politique et économique partent toutes de la conception d'un homme dégradé qui, livré à lui-même, irait à sa perdition. Examinons à la lumière de l'histoire l'œuvre de tous ces prétendus sauveurs.

Le plus grand triomphe de l'Eglise a correspondu à l'une des époques les plus sombres de l'humanité: peste, famine, guerre, supplices, fanatisme, barbarie, tout paraissait conspirer à une œuvre atroce de destruction et de mort. Nous eûmes ce que le poète a appelé *les siècles maudits*. Jamais les humains ne se sentirent plus perdus que lorsque la prêtraille omnipotente devait le mieux réaliser leur salut. Par contre au fur et à mesure que le facteur religieux de son importance dans la vie des sociétés, celles-ci ont mieux pu poursuivre leur besogne vraiment salutaire d'émancipation de la misère et de l'ignorance.

Quant aux gouvernements prétendant à leur tour maintenir l'ordre au sein des nations, protéger les citoyens contre toute violence au dedans et au dehors, réprimer les crimes, mus en réalité par les ambitions et les intérêts les plus inavouables, ont une histoire ininterrompue de spoliations et de rapines, d'assassinats et de massacres, d'ignominies et de trahisons. Plus les gouvernements sont puissants et plus ils se livrent à toutes les violences sous forme d'annexions et de conquêtes. Bref, la raison d'Etat a pour ainsi dire organisé sur une vaste échelle collective ces méfaits individuels que les codes devaient réprimer. La guerre mondiale est trop près de nous pour qu'il soit besoin d'insister. Désastres et catastrophes ont été amenés par ces gouvernements qui devaient nous en sauver.

Que dirons-nous du capitalisme affirmant que l'homme, s'il n'est pas stimulé par la faim, forcé au travail, discipliné sévèrement aurait tôt fait de consommer la ruine économique, grâce à sa paresse et à sa dissipation, et qu'ainsi le monopole par la propriété privée de la plus grande partie des biens se justifie? En réalité, le capitalisme ne saurait se maintenir sans des millions d'hommes arrachés à tout travail utile: soldats, douaniers, policiers, surveillants, etc., et à l'heure actuelle il condamne parfois au chômage la majorité des producteurs d'un pays. D'autre part, il a déjà été écrit des volumes entiers sur les gaspillages criminels des sociétés modernes. Le capitalisme à son tour est la cause perpétuelle de ces maux, auxquels il prétend arracher le monde.

Raison de salut, raison d'Etat, raison de monopole, triple esclavage religieux, politique et économique, que nous ne saurions condamner sans condamner les sauveurs de

toutes espèces.

L'idée essentielle du socialisme se trouve donc bien résumée par l'affirmation que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, idée que Pottier à son tour exprimait ainsi:

Il n'est pas de sauveur suprême,
Ni Dieu, ni César, ni tribun;
Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes,
Décrétons le salut commun.

Que dire d'un parti qui prétend s'ériger en classe dominante, exercer la dictature, jouer le rôle de sauveur suprême, en proclamant, d'une part, l'incapacité de ce prolétariat que, d'autre part, il prétend vouloir exalter au-dessus de tout? L'équivoque est vraiment trop grossière. En réalité, la *nouvelle autorité* ne pouvait se justifier comme toutes les précédentes que par la nécessité de faire le salut de la masse en l'assujettissant une fois de plus! Plus ça change, plus c'est la même chose, si ce n'est, hélas! pire.

Le monde du travail doit avant tout vouloir se passer de tous les sauveurs, les balayer impitoyablement, c'est là l'une des premières nécessités de son émancipation.

La Révolution espagnole

—o—

Notre presse romande s'est montrée, comme à l'ordinaire, écœurante en présence d'un changement de régime, qui signifie malgré tout un progrès. Pas un mot de sympathie pour les républicains cependant bourgois, très bourgeois même, d'Espagne. Toute son admiration va au roi fourbe et féroce, que nos plumitifs de Romandie veulent faire passer pour un grand homme.

La démocratie est décidément à la baisse en Suisse; nos gens de lettres préfèrent le fascisme ou toute autre dictature. D'ailleurs, depuis quelque temps, même dans les discours officiels, personne ne rappelle plus que « la Suisse est la plus vieille démocratie du monde ». C'était autrefois un titre de gloire souvent invoqué; aujourd'hui nos dirigeants paraissent par contre en être presque honteux!

Hélas! la Révolution espagnole est bien loin d'être ce que nous voudrions qu'elle fût. Issue d'une consultation électorale — précédée, il est vrai, de nombreuses grèves et manifestations de la rue, et même d'une prise d'armes avortée — elle n'a été jusqu'à présent qu'une simple transmission de pouvoirs.

Sa Majesté a pu partir tranquillement avec toute sa famille, comme si elle n'avait pas de comptes à rendre! A l'aide d'une fortune énorme et non seulement de la tolérance ,mais de la complicité aussi, d'autorités étrangères, il pourra tout à son aise ourdir la conspiration qui doit le ramener sur le trône! Mais ne récriminnos pas davantage: un tel départ est beaucoup plus ce qu'il est permis légitimement d'espérer des bulletins de vote!

Nous découpons dans la presse bourgeoise quelques nouvelles... révolutionnaires bien propres à nous laisser rêveurs.

Tout d'abord ce début qui sans doute est rendu fidèlement:

Dans la capitale, l'enthousiasme est délirant. Une foule énorme est dans les rues. De nombreux groupes de 2000 à 3000 personnes marchent en chantant la Marseillaise. *Des taxis ont été pris d'assaut. On voit sur les toits des voitures des officiers qui portent le drapeau républicain. Les fenêtres sont noires de monde et les applaudissements crépitent sans cesse au passage des drapeaux. On voit des hommes qui pleurent de joie et d'émotion. Les gardes civils, emportés par l'élan irrésistible, ont jeté leur sabre, embrassant la foule et se joignant à la vague des manifestants. On n'avait jamais vu un tel spectacle. On sent que cette foule a déjà oublié celui qui préparait sa retraite en silence.*

Le gouvernement a fait savoir qu'il laissera se dérouler toutes les manifestations d'enthousiasme mais qu'il ne tolérera pas les attentats contre la propriété et contre les personnes.

Evidemment il vaudrait mieux être à l'action qu'à la joie; mais la nouvelle autorité laisse sans tarder comprendre qu'elle veut bien permettre aux citoyens de manifester, mais nullement d'œuvrer.

Et en effet, le lendemain la répression républicaine fait déjà quelques victimes à Huelva et Séville et aussi au Maroc, à Tetouan.

Afin d'empêcher l'émigration des capitaux, le nouveaux ministre des finances fixe par un décret à 5000 pesetas la somme qu'il est permis d'avoir sur soi en passant la frontière. Mais Madame la duchesse d'Albe s'en va avec 750,000 pesetas. Les douaniers lui en saisissent 745,000, et au lieu de la frapper d'une forte amende, déposent cette somme dans une banque espagnole au nom de la noble dame! Vraiment, il n'est pas permis de se montrer plus obligeant!

Nous apprenons que dans un champ de la banlieue de Barcelone, on a trouvé douze bombes, que la police croit appartenir à nos camarades syndicalistes, ce qui prouverait simplement que ces derniers avaient pris la révolution au sérieux.

Cette nouvelle est suivie de l'autre que, toujours dans la banlieue de Barcelone, un groupe d'inconnus a tué l'un de nos camarades, président du syndicat de Sabadell. Triste symptôme!

La misère étant grande en Espagne, comme partout ailleurs, des chômeurs ont demandé au gouvernement l'institution de la journée de six heures. M. Cerra y Moret leur a répondu que le gouvernement viendrait en aide aux chmôeurs, ce qui à la vérité est une fin de nno recevoir.
une fin de non recevoir.
concernant les riches dames de Madrid:

On apprend de bonne source que de nombreuses femmes de l'aristocratie tiennent depuis quelques jours des réunions privées au cours desquelles elles prennent entre elles l'engagement de ne plus s'intéresser aux différentes œuvres de bienfaisance telles que Goutte de lait, dispensaires, etc. Il aurait été décidé aussi de ne plus prendre d'abonnements pour les théâtres, en vue de contribuer à diminuer le prestige du nouveau régime tout en lui créant des difficultés.

Et la bonne autorité républicaine, prête à fusiller tout ouvrier qui lui créera des difficultés, ne frappera nullement les femmes de l'aristocratie!

Cette autre nouvelle est bien digne de l'Espagne inquisitoriale:

Les couvents de la région de Saint-Sébastien sont étroitement surveillés. Deux individus qui s'apprêtaient à faire sauter les murs d'un couvent de femmes cloîtrées à Elbar, ont été arrêtés. Ils voulaient délivrer une religieuse.

Le peuple a donc la haine des couvents, et quel drame se cache sous ces quatre lignes!

Mais de nouveau nos camarades syndicalistes sont mis en jeu par cette dépêche:

Barcelone, 22 avril. — Un mandat d'arrêt a été lancé contre les dirigeants du syndicat libre, à la suite de la découverte, au siège social, de bombes et d'armes.

On vient d'arrêter le vice-président de la Confédération nationale de ce spndicat.

Voyons. Si le roi avait opposé de la résistance et que la guerre civile s'en fût suivie — ce qui était dans les choses possibles — ne fallait-il pas être armés pour vaincre les monarchistes? Comment peut-on frapper ceux qui montrent avoir été parmi les révolutionnaires les plus décidés et les plus sérieux?

Que l'on ait saisi ce matériel de lutte, passe encore; nous savons que tout gouvernement veut être armé contre le peuple, mais non que le peuple le soit éventuellement contre lui; mais que signifient donc les arrestations, sinon que le gouvernement qui se refuse à arrêter tous les suppôts du vieux régime, pense pouvoir mieux s'entendre avec eux qu'avec les ouvriers, les véritables révolutionnaires?

Consolons-nous. Enfin un acte d'expropriation est annoncé ainsi:

Madrid, 23 avril. — Le conseil des ministres a décidé de céder à la municipalité de Séville l'Alcazar et ses jardins; à celle de Barcelone, le palais de Pédralves.

Un décret serait pris prochainement, cédant à la municipalité de Palma de Majorque le château de Belver et le palais de l'Almudaina. Toutes ces propriétés faisaient partie du patrimoine de la couronne.

Timide essai que nous aimerions voir poursuivre sur une bien plus vaste échelle!

Hélas! ce n'est certes pas dans ce sens que le nouveau gouvernement va orienter la révolution, aussi apprenons-nous que les membres de l'aristocratie qui avaient fui à l'étranger lors de la proclamation de la République commencent déjà à rentrer.

Mais ne désespérons pas; peut-être les travailleurs voudront-ils et sauront encore dire leur mot!

Le Tribunal spécial

Le Tribunal spécial — qui est vraiment spécial *comme son nom l'indique — est chargé par Mussolini de commetre ses plus lâches et féroces vengeances.*

Un correspondant de La Libre Belgique *qui a pu assister à l'une des séances de ce tribunal infâme en donne le récit suivant:*

L'enceinte réservée au public est à demi occupée avant que de rares individus représentant le public soient autorisés à y pénétrer. Des miliciens et des carabiniers garnissent le prétoire et le reste de la salle dans tous les coins. Un commandement rompt le silence. Les bras se tendent saluant à la romaine. Voici les juges qui entrent. En tête, le président, portant des décorations et des galons multiples sur sa chemise noire: le général Cristini, un général qui a franchi les étapes de la hiérarchie militaire, en moins de temps qu'il n'en faut à un soldat pour devenir sergent dans l'armée régulière. Six officiers également de la milice le suivent. Ils vont occuper les sièges disposés pour les assesseurs, comme dans les tribunaux ordinaires. A droite, devant son pupitre, un magistrat en civil: le ministère public. Le greffier est en face de lui. Les prévenus apparaissent un instant après, dans une grande cage en fer, flanqués de six carabiniers armés. Ils sont neuf: figures banales, têtes de paysans, tous assez jeunes, sauf un, un roux, qui frise la cinquantaine.

L'audience commence. D'une voix monotone, presque triste, le greffier lit une série de documents: le rapport de l'instruction, puis un autre de la police donnant les précédents des accusés On apprend ainsi que leurs sentiments à l'égard du fascisme étaient depuis longtemps suspects à la police qui a fini, certain jour, par les cueillir dans une réunion secrète tenue dans une ferme de San-Miniato, près de Florence, en même temps que beaucoup d'autres qui viendront devant le Tribunal plus tard. Pour l'un d'eux, le cas est plus grave: pour échapper sans doute à la surveillance justifiée des policiers, il avait réussi à se faire enrôler dans la milice fasciste.

La lecture achevée, on fait sortir les prévenus l'un après l'autre de la cage pour l'interrogatoire. Thémis ne moisit pas dans cette salle: trente minutes suffisent pour neuf interrogatoires. Elles suffisent si bien que le président, étant éclairé « à fond », dit-il, sur les responsabilités de chacun, déclare qu'il est inutile d'entendre les témoins, cités par la défense. L'accusation n'en a pas.

Un seul des défenseurs — ils sont trois et ils portent tous le petit écusson fasciste à leur veston — ose s'élever contre cette décision. Il le fait dans un petit discours, respectueux, poli à l'extrême, où le mot d'« Eccellenza » adressé au président, revient à chaque phrase. Mais l'« Eccellenza » passe outre à ces observations.

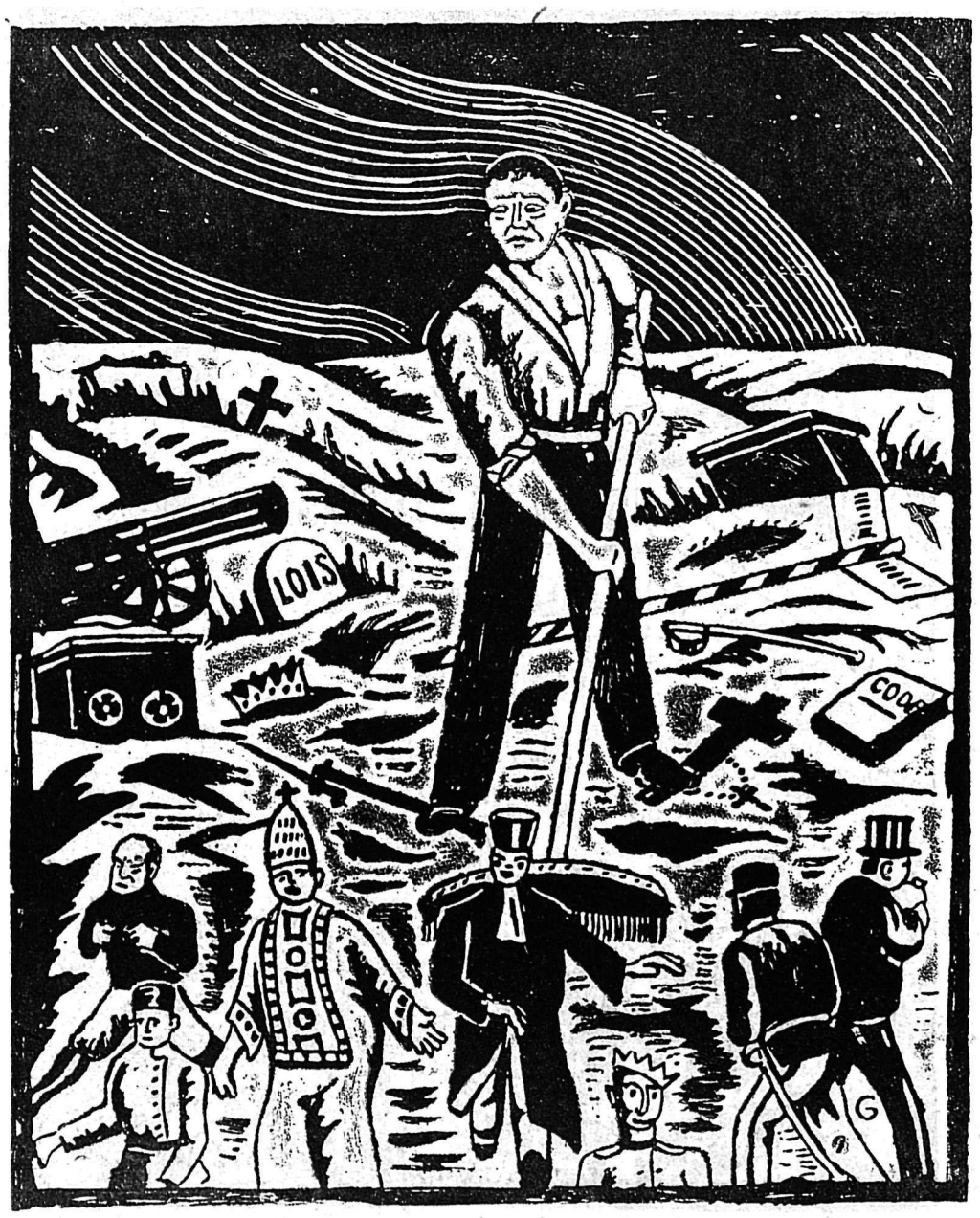
Le ministère public pronnoce son réquisitoire. Il trouve qu'il n'y a vraiment pas à discourir plus longtemps à propos de gens qui s'obstinent à ne pas reconnaître les bienfaits apportés par le régime à l'Italie dont ils sont indignes d'être les fils Pour l'un d'eux seulement, Nistri, il demande l'indulgence du tribunal. Nistri, le roux, semble avoir été attiré sur le lieu de la réunion par le bruit fait par la police, arrivant sur place, et fut pris dans le même filet.

Les trois défenseurs plaident ensuite: ils renchérissent à l'unisson sur la beauté du régime, sur le devoir de le respecter. Leur éloquence est un modèle de sobriété: le laconisme, qui était autrefois une qualité des Grecs, est aujourd'hui une vertu fasciste. Le dernier qui parle reprend l'argumentation du ministère public au sujet de Nistri, qui nno seulement n'assistait pas à la réunion de San-Miniato mais étant un simple d'esprit, n'a participé de sa vie à aucune réunion politique, jamais.

C'est du temps perdu. On le voit à l'impatience dont le général fait montre devant les développements de l'orateur qui se hâte, maintenant, d'en finir, comme ses deux collègues ,en exprimant sa confiance « profonde » dans la clémence du tribunal. Celui ci se retire pour délibérer et rédiger la sentence.

La lecture du jugement est courte, sommaire, comme le reste. Les accusés sont tous condamnés. Arduino Ceramelli, le milicien, l'est plus sévèrement; douze ans et six mois de réclusion; trois ans pour ses complices. Nistri, le roux, réfléchira pendant deux ans, en prison, sur les dangers de la curiosité.

Le Travail se sauvant de ses sauveurs.



L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

La „sauvegarde" du Duce

Le Palais Chigi, résidence de M. Mussolini ,est situé au centre même de Rome à l'angle du Corso et de la place Colonna.

Chaque fois que le Duce quitte le Palais, écrit l'*Européen*, il se produit une petite manifestation que connaissent bien les touristes.

Par la grande porte ouvrant sur le Corso, deux douzaines d'agents en civil se précipitent en brandissant des cannes: « Place! Place! » crient-ils impérieusement. Le Corso est nettoyé en un clin d'œil.

Puis une torpédo sort à pleins gaz. Ce n'est qu'une feinte; la torpédo n'avance qu'en éclaireur. Quelques instants après, apparaît une limousine qui à une allure plus rapide encore, vire devant la Banca di Sconto. C'est le Duce.

Notons que les voitures prennent leur élan du fond de la cour du Palais Chigi.

— Ma sauvegarde contre les attentats, c'est la vitesse! a confié le Duce à un journaliste américain.

Depuis l'attentat Schirru. cette sauvegarde n'a plus paru suffisante au Duce, aussi ne s'est-il plus montré à différentes manifestations et commémorations de parti où il se plaisait surtout à pérorer.

Pauvres grands hommes, que la peur hideuse tenaille continuellement; pauvres terroristes terrorisés! C'est inouï la misérable situation à laquelle un tyran peut être réduit afin de rester le maître qui est craint, il est vrai, par tous ses sujets, mais ne peut à son tour que les craindre sans cesse.

Fédération des Ouvriers du Bois et du Bâtiment

VENDREDI 1er MAI, à 10 h. du matin
à la Salle communale de Plainpalais

Grand meeting syndicaliste

Orateurs:

Walter SPRING, ébéniste, en allemand.
Lucien TRONCHET, maçon, en français.

Tous les travailleurs snndiqués ou non sont cordialement invités.

Genève — Imprimerie, 23, rue des Bains